

L'offensive israélienne contre la bande de Gaza est intrinsèquement liée au contexte dans lequel elle se déroule à savoir l'occupation israélienne de la Palestine et les tentatives de pourparlers de paix sous l'égide de John Kerry.

Pendant les 9 mois de démarches diplomatiques, **plus de 14000 appels d'offre** ont été annoncés au total pour des constructions dans les colonies israéliennes en Cisjordanie. Quant aux quelque **5000 prisonniers palestiniens**, ils entamaient dans le même temps une **grève de la faim contre la détention administrative** et pour des conditions de détention moins scandaleuses. Dans le même temps, **Israël refusait d'honorer son engagement** de libérer le dernier groupe de prisonniers pré-Oslo et procédait ensuite à la **ré-arrestation de prisonniers** libérés dans le cadre d'un échange avec un soldat israélien capturé en opération militaire à la lisière de Gaza

L'opération israélienne à Gaza et la répression en Cisjordanie sont, sous des prétextes sécuritaires, une **réponse à la récente tentative de rapprochement inter-palestinien**. La formation au début du mois de juin d'un cabinet d'union nationale, qui ne comportait aucun ministre affilié au Hamas, a provoqué la colère des Israéliens, mécontentement porté à son comble par la reconnaissance, inédite, de ce gouvernement par l'Union européenne et les Etats-Unis. En prenant le prétexte de l'enlèvement et de l'assassinat des trois jeunes Israéliens, dont ils ont accusé sans preuve le Hamas, les dirigeants israéliens ont saisi l'occasion de déclencher une campagne massive contre ce dernier en Cisjordanie, puis l'escalade de violence.

Selon [l'OCHA](#), le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU, le bilan au 5 août est de :

- 1814 morts palestiniens dont 86% de civils (coté israéliens : 67 morts dont 4% de civils) ;
- 9500 blessés, dont 2877 enfants ;
- 520 000 déplacés ;
- 1.5 millions de personnes sans endroit où se réfugier.

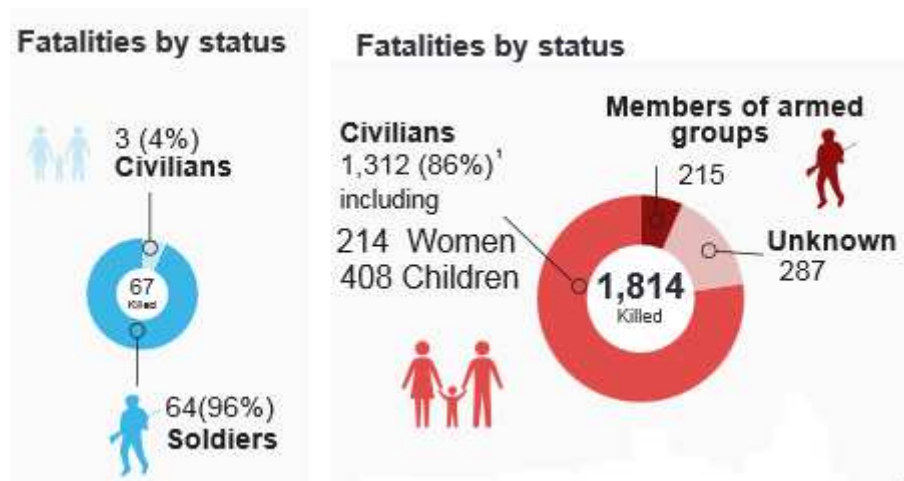


Figure 1 extrait du rapport quotidien de l'OCHA



Fiche-contexte offensive militaire israélienne sur Gaza

Notes aux rédactions, si vous souhaitez davantage d'informations sur la situation actuelle dans la bande de Gaza, nous vous suggérons de rentrer en contact avec :

- Amjad Al Shawa, directeur du Réseau des ONG palestiniennes (Palestinian NGO's Network - PNGO), un réseau de plus de 140 ONG : amjad@pngo.net / Portable 00972 599401297 ;
- Issam Younis, directeur de l'ONG de droits de l'Homme Al Mezan – issam@mezan.org/ portable : 00 970 8 2820442/7 ;
- Jaber Wishah – directeur du Centre palestinien pour les Droits de l'Homme (Palestinian Centre for Human Rights – PCHR) : wishajm@pchrgaza.org / Portable 00 972 599608806 / 00972 545915759

Quel est le contexte général dans la bande de Gaza ?

La bande de Gaza est une étroite bande de terre de 50km de long et de 7km de large entre la mer et Israël. C'est un territoire qui a une des plus fortes densités de population au monde. Etant donnée sa localisation côtière, la pêche y est la culture traditionnelle par excellence. Depuis 2006, suite à l'arrivée du Hamas au pouvoir, le territoire est sous blocus israélien et est quasiment coupé du monde, sans contrôle palestinien des frontières maritime, aérienne et terrestre. **Le blocus a de nombreuses conséquences négatives sur la vie quotidienne des Gazaouis** et se combine à la forte croissance démographique et aux dégâts causés aux infrastructures par les attaques israéliennes récurrentes pour restreindre considérablement l'accès des Palestiniens de Gaza aux moyens de subsistance, aux logements et aux services essentiels, tels que soins de santé, éducation et assainissement.

Le blocus imposé par Israël à Gaza est illégal. Selon le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), « l'ensemble de la population civile de Gaza se retrouve pénalisée pour des actes dont elle ne porte aucune responsabilité. Le blocus représente donc une sanction collective imposée en violation flagrante des obligations qui incombent à Israël en vertu du droit international humanitaire. » L'ONU a elle aussi à plusieurs reprises exhorté Israël à lever les restrictions, qu'elle considère injustifiées.

Plateforme des ONG françaises pour la Palestine - plateforme-palestine.org
14, passage Dubail - 75010 Paris - 01 40 36 41 46 - contact@plateforme-palestine.org

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), AFPS, AITEC, AJPF, AURDIP, Cedetim, CEMEA, Cimade, CICUP, CCFD-Terre Solidaire, CBSP, CVPR-PO, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/Services, FSGT, Génération Palestine, GREF, LDH, LIFPL-section française, MRAP, Mouvement de la Paix, MIR, MAN, Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, SIDI, Terre des Hommes France, UJFP
Observateurs : ACAT, Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International, Association Pour Jérusalem, Collectif judéo-arabe et citoyen pour la paix, Coordination SUD, CRID, Francas, GAIC, Handicap International, Médecins du Monde, Ritimo.